

# PRINCIPALES SOURCES DE FINANCEMENT DU JNIM

Le JNIM cherche à **asseoir son influence en se présentant comme un « protecteur » des populations locales, en opposition à l'État Islamique au Sahel (EIS) et aux forces armées nationales ou étrangères** (incluant les supplétifs russes tels que **le Groupe Wagner** devenu **Africa Corps**).



## RANÇONS D'OTAGES

**Longtemps, les rançons ont été la première source de financement des groupes djihadistes sahéliens.**

En octobre 2020, **l'humanitaire française et l'homme politique malien, Soumaila Cissé ont été libérés par le JNIM**. Le paiement d'une rançon s'élevant à près **10 millions d'euros a été avancé**. Cependant, des informations précisent que l'argent débloqué aurait uniquement concerné **deux citoyens italiens relâchés** en même temps que la Française et le Malien.

Selon plusieurs sources, le JNIM a reçu **50 millions de dollars de rançon** (soit **43 millions d'euros** ou **28 milliards FCFA**) contre la libération d'otages moyen-orientaux, dont un émirati.

**Au Burkina, le JNIM est présenté comme le principal auteur des enlèvements**, exigeant des rançons pouvant aller de **300 à 800 000 FCFA (450-1200 euros)** pour les petits commerçants et de **2 à 3 millions FCFA (3000-4500 euros)** pour les hommes d'affaires. Les propriétaires de sites d'orpaillage et de bétails peuvent quant à eux être échangés contre des **sommes plus importantes**, s'élevant jusqu'à **8 millions de FCFA (12 000 euros)**.



## CONTRÔLE ET TAXATION DE L'ORPAILLAGE ARTISANAL

**L'or est un revenu stratégique car facilement convertible, moins traçable que d'autres ressources, faiblement soumis à la régulation de l'État.**



Depuis **la ruée vers l'or de 2012, en raison de la découverte d'un filon du Soudan jusqu'en Mauritanie**, plusieurs sites du nord malien ont été infiltrés et des **connexions ont été rapportées entre djihadistes et groupes criminels**.

**Le JNIM prélève des taxes ou prend directement le contrôle des sites miniers** (tel que le site minier d'Inabaw, totalement sous contrôle djihadiste). **Sa présence a été rapportée sur le site d'Intahaka (région de Gao) avant la reprise du lieu par l'armée malienne.**

Des **phénomènes similaires** sont rapportés au **Burkina Faso**, dans la **province du Soum**, précisément à **Toutoye, à 120 km de Djibo**, et à **Inata, 70 km au nord-est de Djibo** et l'est du pays.



## VOL DE BÉTAIL ET REVENTE

**Le vol de bétail est une source majeure de revenus pour le JNIM comme pour d'autres groupes armés** dans plusieurs régions.

Le vol de bétail aurait ainsi coûté au Mali **environ 3,6 milliards de FCFA**, (soit **5,5 millions d'euros**) entre 2019 et 2022, alors que **près de 900 000 bovins et 446 000 petits ruminants** auraient été déclarés volés.

Le **JNIM collecte 440 millions FCFA par an** (soit **670 000 euros**) dans un district sous son contrôle. Branche du JNIM dans le centre du Mali, **La Katiba du Macina** collecterait aussi des **milliers d'euros** à travers le vol de bovins.

Ansarul Islam, **la branche burkinabè du mouvement gagnerait entre 25 et 30 millions FCFA** (soit **38 et 45 milliers d'euros**) **par mois dans le nord du pays**.

**Le JNIM contrôle aussi les couloirs de revente** : le bétail volé dans un pays (ex : Niger) est souvent revendu dans un autre (Mali), **brouillant ainsi les pistes**.



## PÉAGES ET TAXATION ROUTIÈRE

**Dans les zones qu'il contrôle, le JNIM impose des droits de passage :**



**Petits véhicules : 50 - 100 000 FCFA (75 - 150 EUROS)**



**Camions : jusqu'à 2 millions FCFA, (3000 EUROS)**



**Minibus/Bus : entre 800 000 et 1 million FCFA (1200-1500 EUROS)**

Ces taxes permettent un **contrôle économique complet des axes vitaux reliant des villes clés** comme **Gao** ou **Tombouctou**.



## COLLECTE SOUS CONTRAINTE DE LA ZAKAT (IMPÔT ISLAMIQUE)

**Le JNIM exploite l'obligation religieuse de la zakat** pour prélever des taxes dans les territoires qu'il contrôle.

Ce prélèvement est souvent **imposé par la force** plutôt que volontaire. **En échange, il promet une protection relative contre les autres groupes armés ou les abus des autorités.**